



LE 7 MARS, METTONS LES ÉCOLES, ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES À L'ARRÊT !

ET ON CONTINUE LE 8 MARS POUR LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DES FEMMES !



Depuis le 19 janvier dernier, la population ne cesse de démontrer sa très forte détermination à refuser le projet de réforme des retraites du gouvernement à travers les grèves, les manifestations mais aussi la **pétition en ligne** qui a atteint un million de signatures. Au fil des semaines, les sondages démontrent également une hausse de ce rejet massif puisque dorénavant, **plus de 7 français sur 10 et 9 travailleurs et travailleuses sur 10 se disent opposé.e.s au projet de réforme.** Ce mouvement social inédit par son ampleur est donc désormais ancré dans le paysage social. Les personnels de l'éducation nationale de la Manche ont été fortement mobilisés ces dernières semaines montrant la force collective qui structure les établissements manchois. Nos métiers, exercés majoritairement par des femmes et dans des conditions qui ne cessent de se dégrader, rendent cette **réforme** d'autant plus **inacceptable**.

MARDI 7 MARS ET LES JOURS SUIVANTS



SUR TOUT LE TERRITOIRE !

- ✓ **Cherbourg : 14h** rond-point Thémis
Barbecue dès 11h puis départ en **manifestation**
- ✓ **Granville: 9h à 12h** rond-point Brico
manifestation « escargot »
- ✓ **Saint Lô : 10h30** manifestation
départ place de la Mairie
- ✓ **Avranches : 14h30** manifestation
départ place de la Mairie
- ✓ **Coutances : 10h30** manifestation
départ rond-point de Leclerc
- ✓ **Carentan : 14h** manifestation
départ gare SNCF

Dans un tel contexte, les projets ministériels d'imposer un « **pacte** » qui revient :

- à **imposer du travail supplémentaire** à une profession dont les conditions de travail sont pourtant déjà dégradées,
- à **aggraver les inégalités salariales femmes/hommes**,
- à attaquer le statut donc toute la profession
- et à désorganiser les écoles et établissements

sont particulièrement **inacceptables et irresponsables**.

Dans le même temps, plus de **29 classes** vont être fermées dans le premier degré, **5.5 ETP** en heures postes sont retirés aux collèges et **6** aux lycées de la Manche. L'école publique a besoin de moyens et non d'une nouvelle saignée décidée au prétexte de baisses démographiques toutes relatives.

Par ailleurs , l'enseignement de **la Technologie est supprimé en 6°** sur décision d'un ministre qui n'a pas mis en place le cadre réglementaire pour le permettre. C'est une décision inédite d'une rare brutalité remettant en cause les postes et les progressions pédagogiques de nombreux collègues et ce faute d'attractivité du métier. **Cela doit être combattu avec force. Va-t-on supprimer toutes les disciplines où il manque quelques enseignant.es ?**

Si malgré tout le gouvernement et les parlementaires restaient sourds à la contestation populaire, dans le cadre de l'appel interprofessionnel à durcir le mouvement et à **mettre la France à l'arrêt dans tous les secteurs le 7 mars prochain**, l'intersyndicale de l'éducation de la Manche appelle à ce que les grèves massives permettent de **fermer totalement les écoles, collèges, lycées et services**. Elle invite les personnels à se réunir notamment par des **heures d'information syndicale ou des AG** afin de discuter de la manière dont on peut réussir à faire fléchir ce gouvernement.

L'intersyndicale appelle les personnels à se mobiliser le 8 mars, journée internationale de luttes pour les droits des femmes, pour dénoncer l'injustice sociale majeure de cette réforme des retraites envers les femmes et à poursuivre les actions interprofessionnelles dans les jours qui suivront. Pour ce faire, **l'Intersyndicale appelle les professeurs des écoles à déposer des intentions de grèves sur plusieurs jours dans la semaine des 7-10 mars**.

En effet, les inégalités salariales entre les hommes et les femmes persistent de manière alarmante dans l'EN. Les causes pourtant identifiées : part variable de rémunération, temps partiel, ségrégation professionnelle, plafond de verre... ne bénéficient pas d'une politique volontariste ni de financement suffisant pour les éradiquer. Ces inégalités sont encore renforcées au moment de la retraite. **L'intersyndicale appelle le gouvernement à retirer son projet de loi et les parlementaires à prendre leurs responsabilités** face au rejet massif de la population face à ce projet injuste et brutal.

